

## Les pays africains font face à d'immenses défis pour atteindre les ODD d'ici 2030

@rib News, 20/07/2017 – Source Xinhua Les pays africains font face à d'immenses défis pour l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) d'ici l'horizon 2030, a déclaré jeudi dans une interview accordée à Xinhua Gilbert Niyongabo, expert économiste burundais, professeur à la faculté des sciences économiques de l'Université du Burundi (UB) et membre de la Commission nationale de collaboration des ODD au Burundi. En septembre 2015, les Etats membres de l'ONU réunis dans une assemblée générale à New York, ont adopté un nouvel agenda mondial de développement composé de 17 ODD pour "mettre fin à la pauvreté et la faim" à l'horizon 2030.

Les ODD ont ainsi pris la relève des Objectifs du millénaire du développement fixés pour l'échecance 2000-2015 et dont le bilan est jugé mitigé. Selon M. Niyongabo bien que ces ODD ont l'avantage d'être innovateurs, leur durée de réalisation est courte. "Pour que les formes ad hoc puissent transparaître dans les documents nationaux au niveau des plans d'action, ça prendra encore une année." "Au niveau de l'Union africaine (UA), les dirigeants des pays africains ont déjà pris position à ce sujet en déclarant de manière unanime, qu'ils sont dans l'incapacité de transformer l'économie africaine à l'horizon 2030 en misant sur la réalisation de ces ODD, mais qu'ils sont obligés de viser plutôt l'horizon 2063 pour opérer les changements adéquats au niveau de toutes les structures des économies africaines", a-t-il fait savoir. C'est pourquoi, d'après lui, les pays africains regroupés au sein de l'UA ont estimé qu'il est impossible de transformer les économies africaines dans un laps de temps aussi court, mais qu'il faut se donner plutôt un horizon plus grand, en ajoutant encore 30 ans par rapport à cet horizon fixé par l'ONU en septembre 2015". Cependant, en dépit de ces défis au niveau panafricain, M. Niyongabo a estimé que le Burundi dispose de plusieurs opportunités régionales en l'occurrence, qui pourrait lui permettre d'atteindre, d'ici 2030, 50% de la plupart des 15 ODD déjà prioritaires, à l'exception de l'ODD 1 relatif à l'élimination de la pauvreté, pour lequel il faudra attendre l'horizon 2060. Aux yeux de M. Niyongabo, l'adhésion du Burundi à plusieurs ensembles régionaux : la Communauté est-africaine (CEA) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) offre au pays un atout d'élargissement de son horizon économique, avec une possibilité de montage communautaire pour les projets de partenariat régional. L'implantation de trois usines spécialisées dans la transformation des produits agricoles au Burundi au cours des cinq dernières années, à base de maïs notamment, l'ont attiré grâce aux flux financiers régionaux. Dans la réalisation des ODD prioritaires, a-t-il ajouté, l'ingénierie burundaise montante a plus de chances que les anciennes générations ayant évolué au moment où l'économie burundaise était encore fermée. En plus, le Burundi partage des infrastructures communes avec les pays de la sous-région d'Afrique de l'Est, tel est le cas de l'exploitation commune du nickel avec la Tanzanie, et proche des pays riches en ressources énergétiques, tels que l'Ethiopie, pour accélérer la réalisation des ODD. Pour accélérer la mise à l'œuvre des quinze ODD déjà prioritaires d'ici 2030, le Burundi devra mettre un accent particulier sur les infrastructures énergétiques et la protection du patrimoine environnemental, selon l'expert, car "avec un taux de 5% pour l'accès à l'électricité, le Burundi a une grande carence énergétique". Toutefois, dans le cas précis du Burundi, l'un des gros défis auxquels le pays fait face pour atteindre les ODD prioritaires, est le manque de ressources financières. "En effet, le Burundi est un pays qui a vraiment beaucoup de besoins en investissements, lesquels nécessitent d'immenses flux financiers", a signalé M. Niyongabo. L'autre défi non moins important pour l'atteinte des ODD prioritaires, est d'ordre structurel. Pour rectifier le tir en la matière, a-t-il recommandé, le Burundi doit renoncer à la planification au niveau central au profit d'une planification décentralisée proche des collectivités, à travers notamment le transfert des compétences vers les communes. "Si vraiment le Burundi veut marquer des progrès dans la réalisation des ODD d'ici l'horizon 2030, il faut impérativement marcher en direction des collectivités locales où sont montés les plans communaux de développement communautaire", a-t-il proposé. Par ailleurs, l'expert a fait remarquer que le pays a déjà réalisé une forte performance au niveau de l'ODD 4 relatif à l'éducation avec déjà un taux net de scolarisation de 96% à l'enseignement primaire en 2016, le défi majeur qui reste à relever est celui de la qualité. Fin 2016, a-t-il insisté, au niveau de l'ODD 4, avec un taux de 100% pour l'accès à l'enseignement primaire et de la parité filles/ garçons, le Burundi n'a atteint que l'objectif quantitatif.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});